

**Assemblée générale**

Soixante-seizième session

Documents officiels

Distr. générale
24 janvier 2022
Français
Original : anglais

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 2^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le mardi 5 octobre 2021, à 15 heures

Président : M. Margaryan (Arménie)
*Président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires :* M. Bachar Bong

Sommaire

Point 142 de l'ordre du jour : Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies (*suite*)

Point 149 de l'ordre du jour : Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses relatives aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies (*suite*)

Point 146 de l'ordre du jour : Rapport sur les activités du Bureau des services de contrôle interne

Point 136 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies

Point 137 de l'ordre du jour : Budget-programme de 2021

Bureau des Nations Unies pour les partenariats

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).



La séance est ouverte à 15 h 5.

Point 142 de l'ordre du jour : Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies (suite) (A/76/11, A/76/11/Add.1 et A/76/70; A/C.5/76/L.2)

Point 149 de l'ordre du jour : Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses relatives aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies (suite) (A/76/296/Rev.1)

1. **M. Gafoor** (Singapour), s'exprimant au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), dit que les États Membres doivent s'acquitter de leur obligation de prendre en charge l'intégralité des dépenses de l'Organisation, ponctuellement et sans condition. Cependant, certains pays, en particulier les pays en développement dont les économies ont été frappées de manière disproportionnée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), ont éprouvé de réelles difficultés à honorer leurs contributions. L'ASEAN adhère donc à la recommandation du Comité des contributions tendant à autoriser ces pays à prendre part aux votes de l'Assemblée générale jusqu'à la fin de la soixante-seizième session.

2. La méthode actuellement utilisée pour calculer les barèmes des quotes-parts pour le financement du budget ordinaire et pour le financement des opérations de maintien de la paix a été adoptée par consensus à l'issue d'après négociations en 2000 ; l'accord commun sur les principes régissant l'établissement des barèmes ne saurait donc être tenu pour acquis. La capacité de paiement doit rester le principal critère de répartition des dépenses de l'Organisation. Selon la méthode actuelle, les quotes-parts des États connaissant une croissance économique rapide, dont de nombreux membres de l'ASEAN, augmenteront, tandis que celles des États dont la croissance économique est plus lente diminueront. En outre, les contributions au financement du budget ordinaire de 45 pays en développement augmenteront.

3. Bien que leur contribution collective au budget ordinaire doive augmenter de près de 6 %, les membres de l'ASEAN restent déterminés à s'acquitter de leurs obligations financières et juridiques à l'égard de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et appellent les autres États Membres à en faire de même afin de donner à l'Organisation les ressources nécessaires à l'exécution de ses mandats. L'ASEAN ne souscrira pas aux propositions visant à dénaturer le principe de la capacité de paiement ou à faire indûment porter la charge financière aux pays en développement. Le plafond des quotes-parts, actuellement fixé à 22 %, est le seul aspect

de la méthode de calcul du barème qui va à l'encontre du principe de la capacité de paiement ; il s'agit là d'une source fondamentale de distorsion du barème ne profitant qu'à un seul État Membre et il faut donc y remédier. En outre, les organisations intergouvernementales dotées du statut d'observateur privilégié auprès de l'ONU – qui leur confère des droits et privilèges habituellement réservés aux États observateurs, tels que le droit de prendre la parole lors du débat général – devraient être soumises aux mêmes obligations financières que ces États par souci d'égalité de traitement. L'ASEAN espère qu'il sera procédé à un examen approfondi de cette question à l'occasion de consultations.

4. Conformément à la Charte des Nations Unies, les États Membres doivent verser l'intégralité de leurs quotes-parts au titre des opérations de maintien de la paix ponctuellement et sans condition. Par des résolutions qu'elle a successivement adoptées par consensus depuis 1963, l'Assemblée générale a fixé les principes régissant le financement des opérations de maintien de la paix. Elle a en particulier noté que les responsabilités spéciales qui incombaient aux membres permanents du Conseil de sécurité en ce qui concernait le maintien de la paix et de la sécurité devaient être prises en considération pour le calcul de leurs contributions au financement des opérations ayant trait à la paix et à la sécurité. Les membres permanents du Conseil devraient donc continuer à assumer la charge correspondant aux dégrèvements accordés aux autres États Membres eu égard à leurs prérogatives particulières en ce qui concerne la prise de décisions relatives aux opérations de maintien de la paix. Ils doivent également faire preuve de leadership afin de justifier ces prérogatives et s'abstenir de faire porter la charge financière du maintien de la paix aux États en développement. Cela permettrait d'éviter une situation dans laquelle les membres permanents assoient toujours plus leur domination politique alors que leurs contributions financières diminuent.

5. Le barème des quotes-parts pour le financement des opérations de maintien de la paix doit continuer à tenir compte de la situation des pays en développement, en particulier des pays moins avancés sur le plan économique dont le revenu par habitant élevé est trompeur en raison de leur faible population. Les pays en développement ne doivent pas assumer les mêmes responsabilités financières que les pays développés. En conséquence, aucun pays en développement qui n'est pas membre permanent du Conseil de sécurité ne devrait être classé dans une catégorie supérieure à la catégorie C du barème des quotes-parts pour le financement des opérations de maintien de la paix.

6. **M. Camelli** (Représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice), s'exprimant également au nom de l'Albanie, de la Macédoine du Nord et du Monténégro, pays candidats, de la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association, ainsi que d'Andorre, de la Géorgie, de Monaco, de la République de Moldova et de l'Ukraine, dit que les États membres de l'Union européenne souscriront à la recommandation du Comité des contributions tendant à autoriser les pays qui ont demandé des dérogations en vertu de l'Article 19 de la Charte à participer aux votes de l'Assemblée générale jusqu'à la fin de la soixante-seizième session. Cela étant, comme il ressort de l'Article 17 de la Charte, le financement de l'Organisation des Nations Unies est une responsabilité fondamentale partagée par tous les États Membres. Il n'en reste pas moins que certains États Membres éprouvent provisoirement des difficultés à s'acquitter de leurs obligations financières, et qu'un certain nombre de pays ayant demandé des dérogations se heurtent à de telles difficultés de manière récurrente. Les arriérés cumulés peuvent être efficacement réduits à l'aide d'échéanciers de paiement pluriannuels. Les États Membres qui ont demandé des dérogations doivent donc consulter le Secrétariat afin d'établir et de présenter des échéanciers de ce type de façon à non seulement s'acquitter de leurs responsabilités, mais aussi à faire preuve de solidarité avec d'autres pays qui, malgré leurs difficultés financières, continuent de payer leurs contributions.

7. La grande priorité collective des États Membres devrait être d'assurer la viabilité financière de l'Organisation afin que celle-ci puisse s'acquitter efficacement de ses mandats. Pour atteindre cet objectif, l'Assemblée générale devrait assurer une répartition équitable et équilibrée des responsabilités financières, en fonction de la capacité de paiement des États Membres. L'Union européenne remercie par conséquent le Comité des contributions de son évaluation des problèmes qui font que la méthode actuelle ne tient pas dûment compte de la capacité de paiement, et appelle les États Membres à améliorer cette méthode.

8. Les États membres de l'Union européenne examineront l'évaluation de la méthode de calcul du barème des quotes-parts pour le financement des dépenses inscrites au budget ordinaire, qu'ils compléteront en menant leur propre évaluation, aux fins de la révision de cette méthode. Ils jugent particulièrement intéressantes les observations du Comité concernant l'utilisation de données vérifiables et comparables sur les flux de la dette extérieure publique aux fins de l'établissement de l'ajustement au titre de l'endettement, car, grâce à ces données,

l'ajustement pourrait mieux tenir compte des flux financiers réels, conformément à son objectif initial, et s'adresser effectivement aux pays qui en ont besoin. En outre, bien qu'il s'agisse d'un élément essentiel de la méthode d'établissement du barème, le dégrèvement accordé aux pays à faible revenu par habitant profite actuellement aux pays à revenu intermédiaire plutôt qu'aux pays véritablement dans le besoin, ce qui réduit le nombre de pays qui en supportent la charge et qui surcharge ces pays.

9. Les États membres de l'Union européenne fournissent des militaires, du personnel civil, du personnel de police et d'autres agents aux missions de maintien de la paix dans le monde entier et sont également résolus à doter ces missions de moyens financiers adéquats. Les quotes-parts au titre des opérations de maintien de la paix doivent tenir compte non seulement de la capacité de paiement des États Membres, mais aussi des responsabilités spéciales des membres permanents du Conseil de sécurité. L'Union européenne propose donc de moderniser la formule de calcul du barème des quotes-parts pour le financement des opérations de maintien de la paix de sorte que celui-ci reflète plus fidèlement les réalités contemporaines, notamment en veillant à ce que les dégrèvements soient fondés sur des critères justifiables, objectifs et comparables et qu'ils soient réservés aux pays dont la capacité de paiement est limitée.

10. **M. Liburd** (Saint-Kitts-et-Nevis), s'exprimant au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), dit que la stabilité financière de l'Organisation des Nations Unies dépend de la répartition équitable entre les États Membres de la charge que représentent les dépenses que celle-ci doit engager pour exécuter ses mandats. La capacité de paiement est le principal critère de répartition des dépenses de l'Organisation. Les éléments centraux de la méthode actuelle d'établissement des barèmes, tels que la période de référence, le revenu national brut (RNB), les taux de conversion, le dégrèvement accordé aux pays à faible revenu par habitant, le coefficient modérateur, le taux plancher, le taux plafond applicable aux pays les moins avancés et l'ajustement au titre de l'endettement devraient rester inchangés. Toute proposition visant à augmenter les contributions des pays en développement doit être rejetée.

11. La CARICOM estime que les dispositions relatives au financement des opérations de maintien de la paix sont importantes, car elles permettent l'existence du mécanisme par lequel les États membres s'acquittent de leur responsabilité collective de faire face aux menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales et de promouvoir les droits humains et la

dignité pour tous, conformément à la Charte. Les opérations de maintien de la paix devraient être dotées de moyens suffisants pour s'acquitter de leur mandat. En conséquence, le barème des quotes-parts pour le financement des opérations de maintien de la paix doit tenir compte des responsabilités spéciales qui incombent aux membres permanents du Conseil de sécurité, conformément à la résolution 55/235 de l'Assemblée générale, et des circonstances particulières qui empêchent certains pays en développement de s'acquitter de leurs obligations financières.

12. Le barème des quotes-parts pour le financement des opérations de maintien de la paix doit également continuer de tenir compte des responsabilités communes mais différenciées des pays développés et des pays en développement, y compris de la situation particulière des petits États insulaires en développement et d'autres pays dont le revenu par habitant élevé est trompeur en raison de leur faible population. Le classement de pays en développement au-dessus de la catégorie C est inacceptable et ne tient pas bien compte de la réalité économique des États concernés. Il est particulièrement regrettable que les Bahamas aient été classés dans la catégorie B, catégorie qui devrait être réservée aux pays développés, et que les quotes-parts des autres membres de la CARICOM aient doublé. Des mesures correctives devraient donc être prises pour rétablir l'équilibre entre pays développés et pays en développement. Les États membres de la CARICOM se sont heurtés à des problèmes tels que la pandémie de COVID-19, une dette publique élevée, des catastrophes naturelles, les changements climatiques et des chocs économiques externes, qui ont risqué de faire dérailler leurs politiques budgétaires. Il ne peut être attendu de ces pays, tout comme des autres pays en développement ayant une petite économie dépendante du commerce et vulnérable, qu'ils assument la même charge financière que les pays développés.

13. **M. Raguttahalli** (Inde), intervenant également au nom de l'Afrique du Sud, du Brésil, de la Chine et de la Fédération de Russie, dit que les cinq délégations attachent une grande importance aux barèmes des quotes-parts et à ce que le Secrétariat dispose de ressources suffisantes pour exécuter ses mandats. Les éléments de la méthode actuelle d'établissement des barèmes sont appropriés, doivent être conservés et ne sont pas négociables. Le principe de la capacité de paiement et le dégrèvement accordé aux pays à faible revenu par habitant sont des critères fondamentaux de la répartition des dépenses de l'Organisation. Il n'en reste pas moins que la taux plafond actuel va à l'encontre de ces critères et constitue une source de distorsion des barèmes. Les pays développés dont le

revenu par habitant est élevé devraient assumer une plus grande part de la responsabilité du financement de l'ONU.

14. **M. Eboa Ebongue** (Cameroun), prenant la parole au nom du Groupe des États d'Afrique, dit que toute méthode de répartition des charges n'est viable que si les États Membres s'acquittent de l'intégralité de leurs responsabilités financières ponctuellement et sans condition. Le principe de l'égalité des États Membres, tel que consacré par l'Article 2 de la Charte, s'applique aux droits et responsabilités des États Membres et suppose que ceux-ci contribuent de manière équitable au financement de l'Organisation, conformément au principe de la capacité de paiement, qui reste le principal facteur de détermination de leurs quotes-parts. Il est donc inacceptable et injuste que certains États Membres relativement riches continuent de reporter leurs responsabilités statutaires sur d'autres, en particulier les pays en développement.

15. La résolution 55/5 C de l'Assemblée générale sur le barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'ONU est fondée sur un accord politique obsolète qui a profondément dénaturé les principes du partage équitable des responsabilités et de la capacité de paiement. L'Assemblée devrait donc veiller à ce que les contributions des États Membres soient fonction de leur capacité de paiement. Toute modification de la méthode actuelle de calcul des quotes-parts qui augmenterait encore la lourde charge déjà assumée par les pays en développement est inacceptable. Les éléments centraux de la méthode, tels que la période de référence, le RNB, les taux de conversion, le dégrèvement accordé aux pays à faible revenu par habitant, le coefficient modérateur, le taux plancher, le taux plafond applicable aux pays les moins avancés et l'ajustement au titre de l'endettement devraient rester inchangés.

16. Ceux qui ont des privilèges au sein de l'Organisation se doivent de contribuer au budget de celle-ci. Par exemple, les pays, groupes de pays et organisations bénéficiant des services de l'ONU, en particulier ceux qui ont un statut d'observateur privilégié, ne doivent pas être exemptés des responsabilités financières associées à ces privilèges. L'Assemblée générale devrait remédier à cette situation dans les plus brefs délais. De même, le barème des quotes-parts pour le financement des opérations de maintien de la paix doit clairement tenir compte des responsabilités spéciales des membres permanents du Conseil de sécurité en matière de maintien de la paix et de la sécurité.

17. Tout examen du système d'abattement appliqué au barème des quotes-parts pour le financement des

opérations de maintien de la paix devrait être axé sur les dégrèvements à accorder aux pays dont les économies ont subi les conséquences dévastatrices de la pandémie de COVID-19. Venant s'ajouter à d'autres problèmes structurels, la pandémie a déjà provisoirement empêché certains pays en développement d'honorer leurs obligations financières envers l'Organisation. La Cinquième Commission devrait donc examiner d'urgence la question des dérogations prévues par l'Article 19 et souscrire à la recommandation du Comité des contributions tendant à autoriser les Comores, Sao Tomé-et-Principe et la Somalie à participer aux votes de l'Assemblée générale jusqu'à la fin de la soixante-seizième session.

18. **M. Croker** (Royaume-Uni) dit que, dans sa résolution [73/271](#), l'Assemblée générale a conclu que le barème des quotes-parts pour le financement des dépenses inscrites au budget ordinaire pourrait être amélioré et que le barème des quotes-parts pour le financement des opérations de maintien de la paix devait être revu. Il est de la responsabilité du Comité de remplir ces objectifs pendant la session en cours.

19. Dans son rapport sur les travaux de sa quatre-vingt-unième session ([A/76/11](#) et [A/76/11/Add.1](#)), le Comité des contributions a clairement expliqué, données et orientations de l'Assemblée générale à l'appui, pourquoi il fallait ajuster la méthode de calcul du barème des quotes-parts au titre du budget ordinaire de sorte que la capacité de paiement soit dûment prise en compte. Par exemple, les données étant plus aisément disponibles, la méthode actuelle de calcul de l'ajustement au titre de l'endettement, qui présente des défauts techniques, devrait être modifiée conformément aux orientations de l'Assemblée générale. Le revenu national brut disponible serait un indicateur plus juste de la capacité de paiement que le RNB et les dégrèvements devraient être réservés aux États Membres qui en ont le plus besoin. À cet égard, on peut se demander si les principaux pays créanciers devraient continuer de bénéficier de l'ajustement au titre de l'endettement.

20. Les dégrèvements appliqués aux quotes-parts de certains États Membres, en particulier ceux relevant de la catégorie C, au titre des opérations de maintien de la paix ne sont pas fondés sur des critères justifiables, objectifs et comparables, et ne reflètent pas exactement la capacité de paiement de ces États. Le Royaume-Uni se réjouit de l'engagement qu'ont pris certains États Membres de renoncer au dégrèvement qui leur était accordé, notamment pendant leur mandat de membre non permanent du Conseil de sécurité, et encourage tous les États Membres ayant la possibilité de le faire à modifier le montant de leur contribution de sorte que

celui-ci reflète mieux leurs responsabilités et leur capacité de paiement. C'est précisément parce que les barèmes sont censés refléter la capacité de paiement qu'il est logique et juste que les quotes-parts des États Membres fluctuent dans le temps en fonction de l'évolution de la croissance économique relative de ces derniers. Le Royaume-Uni souscrit aux recommandations du Comité des contributions concernant les dérogations au titre de l'Article 19, sachant qu'il faut aider les États qui éprouvent temporairement de réelles difficultés à s'acquitter de leurs obligations financières. Cela étant, les États doivent faire tout leur possible pour payer l'intégralité de leurs contributions dans les délais et l'Article 19 ne doit être invoqué qu'à titre exceptionnel.

21. **M. Kimura** (Japon) dit que, étant l'un des principaux contributeurs financiers de l'ONU, le Japon attache une grande importance aux barèmes des quotes-parts. Les quotes-parts sont indispensables à l'exécution efficace des mandats. En vertu de l'Article 17 de la Charte et des résolutions applicables de l'Assemblée générale, les États Membres partagent la responsabilité d'assurer le financement de l'Organisation. Les quotes-parts doivent être fonction de la capacité de paiement. Le Japon est fier d'avoir toujours assumé ses responsabilités en payant l'intégralité de ses contributions.

22. Le Japon félicite le Comité des contributions de s'être efforcé de tenir compte de l'évolution récente des réalités économiques des États Membres dans son rapport ([A/76/11](#) et [A/76/11/Add.1](#)), au vu notamment de la pandémie de COVID-19. L'économie mondiale étant en mutation, la méthode de calcul devrait être améliorée de sorte que la capacité réelle de paiement des États Membres soit plus équitablement prise en compte, sur la base des données les plus récentes, les plus complètes et les plus comparables.

23. Le barème des quotes-parts pour le financement des opérations de maintien de la paix doit continuer de tenir compte des responsabilités spéciales des membres permanents du Conseil de sécurité, principe qui ne doit pas être atténué. Le Japon souscrit aux recommandations du Comité des contributions concernant les dérogations au titre de l'Article 19 de la Charte. Les États Membres ayant des arriérés de contributions qui n'ont pas encore présenté d'échéancier de paiement pluriannuel devraient le faire et ceux qui ont présenté un échéancier devraient le mettre à jour, comme le recommande le Comité.

24. **M. Kennedy** (États-Unis d'Amérique) dit que faire en sorte que la méthode d'établissement du barème des quotes-parts pour le financement des dépenses

inscrites au budget ordinaire tiennent compte de la capacité de paiement n'est pas une tâche aisée. Bien que le barème puisse être amélioré à certains égards, le plafond des quotes-parts est un élément fondamental de la méthode utilisée depuis 1946 et ne devrait pas être modifié.

25. Par le passé, de nombreux États Membres ont, pour diverses raisons, pris l'initiative de payer une contribution plus élevée au financement des opérations de maintien de la paix que celle qui leur était demandée. Par exemple, lorsque les barèmes des périodes 2001-2003 et 2004-2006 étaient appliqués, respectivement 14 et 13 pays l'ont fait en augmentant leur part collective d'un demi-point de pourcentage et d'un point de pourcentage complet. Si des contributions supplémentaires du même ordre étaient faites au titre du budget en cours des opérations de maintien de la paix, 65 millions de dollars seraient dégagés. Cependant, en 2021, seuls quatre pays ont versé d'eux-mêmes une contribution plus élevée. M. Kennedy remercie ces pays et encourage les autres à suivre leur exemple. Plus particulièrement, les huit pays qui, bien que riches, ont obtenu un dégrèvement de 7,5 % de leur quote-part au titre des opérations de maintien de la paix sous prétexte qu'ils étaient membres du Groupe des 77 et de la Chine, devraient renoncer à ce dégrèvement. En outre, les membres non permanents du Conseil de sécurité qui ont bénéficié de dégrèvements devraient y renoncer, et ceux qui n'en ont pas bénéficié devraient payer une petite surcharge compte tenu de leurs responsabilités spéciales.

26. **M^{me} Al-Thani** (Qatar) dit que les opérations de maintien de la paix doivent disposer de ressources financières suffisantes pour mener à bien les activités prescrites, lesquelles ne se limitent pas au maintien de la paix et de la sécurité internationales, mais englobent les affaires politiques, la protection des civils, l'aide au désarmement, la protection des droits humains et l'application de l'état de droit. Les principes qui régissent la répartition des dépenses des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, adoptés par l'Assemblée générale dans sa résolution [55/235](#), devraient servir de point de départ à tout examen du barème des quotes-parts. Le financement des opérations de maintien de la paix relève de la responsabilité collective de tous les États Membres et doit tenir compte des responsabilités spéciales des membres du Conseil de sécurité et de la capacité limitée des pays moins avancés de contribuer au budget des missions de maintien de la paix.

27. Comme souligné dans les déclarations des ministres des affaires étrangères des États membres du Groupe des 77 et de la Chine, et plus récemment lors de

la quarante-quatrième réunion annuelle des ministres des affaires étrangères des États membres du Groupe, tenue en novembre 2020, aucun membre du Groupe qui n'est pas membre permanent du Conseil ne devrait être classé au-dessus de la catégorie C. La transparence est essentielle à la conduite des négociations sur la question. Le Qatar rejette les tentatives de pressions politiques exercées sur les membres du Groupe pour qu'ils passent volontairement à la catégorie B.

28. **M. Elmahs** (Égypte) dit que les États Membres doivent s'acquitter de leurs obligations financières à l'égard de l'ONU en versant l'intégralité de leurs contributions, ponctuellement et sans condition. Conformément à la Charte, les contributions au budget ordinaire doivent être fonction de la capacité de paiement et les contributions au financement des opérations de maintien de la paix doivent tenir compte des responsabilités spéciales des membres permanents du Conseil de sécurité. Comme la majorité des délégations, l'Égypte estime que la méthode actuelle de calcul des quotes-parts tient dûment compte de l'évolution de la situation économique relative des États Membres. Elle s'oppose donc à toute modification de la méthode qui ferait augmenter les contributions des pays en développement.

29. L'application de la méthode actuelle au barème des quotes-parts pour le financement des dépenses inscrites au budget ordinaire pour la période 2022-2024 entraînerait une hausse de plus de 27 % des contributions des pays en développement, tandis que les contributions des pays développés continueraient de diminuer. En outre, étant l'un des principaux pays fournisseurs de contingents et de personnel de police, l'Égypte subit les répercussions négatives de la crise des liquidités à laquelle l'Organisation fait face. Au vu du droit de veto que leur confère la Charte, les membres permanents du Conseil de sécurité sont tenus de s'acquitter de l'intégralité de la surcharge qui leur est demandée au titre du financement du budget des opérations de maintien de la paix, ponctuellement et sans condition. Toute tentative de modification de la méthode d'établissement du barème ferait peser une charge encore plus lourde sur les pays en développement à l'heure où ces pays, en particulier ceux d'Afrique, se heurtent à des problèmes sanitaires, économiques et sociaux sans précédent en raison de la pandémie.

30. **M. Pérez Ayestarán** (République bolivarienne du Venezuela) dit que sa délégation souscrit à la recommandation du Comité des contributions tendant à accorder des dérogations aux Comores, à Sao Tomé-et-Principe et à la Somalie en vertu de l'Article 19 de la Charte afin qu'ils puissent exercer pleinement leurs

droits et privilèges, notamment le droit de vote à l'Assemblée générale, jusqu'à la fin de la soixante-seizième session.

31. Étant fermement attachée à l'Organisation et à tout ce que celle-ci représente, en particulier en cette période de pandémie, la République bolivarienne du Venezuela tient à s'acquitter de ses contributions ponctuellement et sans condition. Néanmoins, le Gouvernement américain essaie toujours systématiquement de restreindre les droits et privilèges de la République bolivarienne du Venezuela, y compris son droit de prendre la parole ou de participer aux votes dans le cadre des procédures de l'ONU. En 2020, la République bolivarienne du Venezuela s'est vu refuser une dérogation demandée en vertu de l'Article 19 de la Charte alors qu'elle avait prouvé que son incapacité de payer ses contributions était le résultat de la politique d'agression systématique et criminelle dirigée contre elle par le Gouvernement américain, qui consistait notamment à lui voler ses ressources et à piller ses actifs souverains. En conséquence, son droit de vote à l'Assemblée générale a été suspendu pendant plus de 10 mois pour des raisons clairement indépendantes de sa volonté.

32. Tout au long de l'année 2021, la République bolivarienne du Venezuela a appelé l'attention du Secrétariat et du Comité des relations avec le pays hôte sur le blocus économique, commercial et financier illégal qui continuait de l'empêcher d'accéder à ses propres fonds et de les transférer régulièrement au sein du système financier international. À cet égard, la délégation vénézuélienne a proposé, entre autres solutions, que les plus de 300 millions de dollars qui avaient été déposés sur un compte détenu par la Banque centrale du Venezuela auprès de Citibank-New York, qui avaient été volés par le Département du Trésor américain et étaient détenus par la Banque fédérale de réserve de New York, soient transférés sans délai sur un compte désigné par l'Organisation. La République bolivarienne du Venezuela n'a toutefois toujours pas reçu de réponse au sujet de cette proposition.

33. L'ONU doit disposer d'un financement opportun et prévisible pour exécuter ses mandats et surmonter la crise des liquidités. La République bolivarienne du Venezuela est en mesure de s'acquitter de ses obligations financières envers l'Organisation. Elle a donc demandé au Gouvernement américain de cesser une fois pour toutes d'abuser systématiquement de son statut de pays hôte et de se conformer à la lettre et à l'esprit de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les États-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies et de la Charte des Nations Unies. Les États-Unis ne peuvent se servir de

différends bilatéraux comme prétexte pour exploiter leur position privilégiée de pays hôte afin de faire avancer leur politique d'agression contre la République bolivarienne du Venezuela, en violation des normes juridiques internationales, notamment le principe de l'égalité juridique des États. La République bolivarienne du Venezuela ne fait que demander avec insistance d'être traitée sur un pied d'égalité et sans discrimination.

34. La République bolivarienne du Venezuela est déterminée à prendre les mesures nécessaires pour mettre fin aux tentatives de chantage et de domination néocoloniale dont elle fait l'objet. La Cinquième Commission devrait exercer ses bons offices pour aider les autorités compétentes du pays hôte, en coordination avec le Secrétariat, à trouver une solution pratique et durable à cette situation avant janvier 2022. Le temps presse et le pays hôte n'a, pour l'instant, manifesté aucune volonté politique de résoudre le problème.

35. La République bolivarienne du Venezuela demande la levée totale et immédiate de toutes les mesures coercitives unilatérales et autres restrictions dont elle fait l'objet et qui l'empêchent de s'acquitter pleinement et efficacement de ses responsabilités, et, partant, d'atteindre les buts de l'Organisation des Nations Unies, conformément à la section 27 de l'Accord de Siège. L'Organisation doit mettre fin aux tentatives visant à établir une pratique consistant à suspendre les droits et privilèges d'États Membres sous prétexte que ceux-ci n'ont pas payé leurs contributions alors qu'en réalité, ils disposent des ressources nécessaires pour effectuer les paiements voulus, mais se voient refuser tous les moyens d'y accéder. De même, les États Membres doivent veiller à ce que les activités de l'ONU ne soient à la merci de desseins motivés par des intérêts nationaux mesquins. Ils doivent également mettre fin à la politique menée par les États-Unis pour détruire le multilatéralisme et toutes les autres valeurs que représente l'Organisation, politique qui, bien qu'améliorée à certains égards, s'étend discrètement sous l'administration actuelle de ce pays, qui persiste à violer ouvertement et avec arrogance la Charte sous le couvert d'une « diplomatie du microphone », en sous-estimant la communauté internationale.

36. **M^{me} Jun Ji Sun** (République de Corée) dit que le barème des quotes-parts doit être fondé sur la capacité de paiement des États membres et sur les données les plus récentes, complètes et comparables disponibles. La Cinquième Commission doit tenir compte de la recommandation du Comité des contributions tendant à ce que les États soient invités à soumettre des données sur leur revenu national brut disponible, dont le Groupe de travail spécial intergouvernemental sur l'application

du principe de la capacité de paiement a convenu qu'il constituait, en théorie, l'indicateur le plus juste de la capacité de paiement. La délégation coréenne prend en outre note de la décision du Comité des contributions de demander aux représentants du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de l'Organisation de coopération et de développement économiques de faire un exposé à la quatre-vingt-deuxième session du Comité, ce qui marquerait un pas important vers la modernisation des données. La République de Corée continuera d'honorer ses obligations financières à l'égard de l'ONU.

37. **M. Velázquez Castillo** (Mexique) dit que le Mexique attache une grande importance aux barèmes des quotes-parts eu égard aux incidences financières que ceux-ci auront pour l'Organisation et les États Membres pendant la prochaine période triennale. Au vu des répercussions que continue d'avoir la COVID-19 sur la situation économique mondiale, la Cinquième Commission doit s'assurer que ces barèmes sont équitables et reflètent la réalité du système international, et que, conformément à son mandat et aux règles de l'Assemblée générale, les dépenses inscrites au budget ordinaire et au budget des opérations de maintien de la paix sont réparties en fonction de la capacité de paiement des États Membres. En outre, les quotes-parts au titre des opérations de maintien de la paix doivent tenir compte des responsabilités spéciales des membres permanents du Conseil de sécurité, qui doivent rester intactes. En conséquence, la charge résultant d'une modification de la part des contributions d'un membre permanent devrait être supportée par les autres membres permanents, sans que cela n'ait d'incidence sur le reste des Membres de l'ONU.

38. **M. Chatha** (Pakistan) dit qu'en raison des conséquences catastrophiques de la pandémie, l'économie mondiale s'est contractée d'environ 5 %. Les pays en développement ont connu des pertes d'emplois record et quelque 100 millions de personnes sont tombées dans l'extrême pauvreté, tandis que rien ne laisse présager une reprise dans un avenir proche. Touchant de manière disproportionnée les pays en développement et les pays les moins avancés du fait de la chute des prix des produits de base, de la diminution des envois de fonds, de l'absence de tourisme et de la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales, la pandémie a également fait ressortir les vulnérabilités et les inégalités inhérentes à l'architecture financière mondiale. Dans ce contexte, l'ONU et la coopération internationale sont plus importantes que jamais.

39. Depuis la création de l'ONU, le Pakistan n'a cessé de démontrer son attachement à la coopération

internationale, au budget et au financement de l'Organisation, à la gouvernance internationale réglementée et au respect de la Charte. Malgré les difficultés financières auxquelles il fait face, il a versé l'intégralité de sa contribution au budget ordinaire, sans condition. Il a également participé activement aux travaux du Comité des contributions, dont le rapport (A/76/11 et A/76/11/Add.1) a servi de base solide aux délibérations de la Cinquième Commission sur les barèmes des quotes-parts. Il est en outre l'un des principaux pays fournisseurs de contingents et l'hôte de l'une des plus anciennes missions de maintien de la paix, à savoir le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (UNMOGIP), qui supervise les activités menées le long de la ligne de coordination des opérations au Jammu-et-Cachemire, dont le tracé a été convenu par l'Inde et le Pakistan.

40. En vertu de la Charte, les États Membres ont l'obligation juridique de prendre en charge les dépenses de l'Organisation et de verser l'intégralité de leurs contributions sans condition. Les décisions prises unilatéralement de ne pas verser les contributions ont gravement nui non seulement aux performances des opérations de maintien de la paix, mais aussi au fonctionnement de l'ONU et à l'égalité souveraine des nations. Le principe de la capacité de paiement est une pierre angulaire de la méthode d'établissement des barèmes. Le Pakistan réaffirme sa foi en ce principe et rejette toute modification de la méthode. Le RNB, le dégrèvement accordé aux pays à faible revenu par habitant et l'ajustement au titre de l'endettement sont les meilleurs moyens de mesurer et de tenir compte de la capacité de paiement. Les responsabilités spéciales des membres permanents du Conseil de sécurité et la capacité limitée des pays moins avancés sur le plan économique de contribuer au budget des missions de maintien de la paix doivent être prises en considération dans le financement des opérations de maintien de la paix. Enfin, le plafond en vigueur est le résultat d'un compromis politique qui va à l'encontre du principe de la capacité de paiement. Étant donné qu'un seul pays en a bénéficié jusqu'ici, il convient de réexaminer cet élément conformément à la résolution 55/5 C de l'Assemblée générale.

41. **M. Greiver** (Président du Comité des contributions) remercie le Secrétariat et la Division de statistique de l'aide qu'ils ont apportée à l'élaboration du rapport du Comité des contributions (A/76/11 et A/76/11/Add.1), qui contient de nombreuses réponses aux questions posées par les États Membres. Les questions posées et les observations formulées par les États Membres à la séance en cours seront communiquées au Comité pour inclusion dans le rapport

sur les travaux de la quatre-vingt-deuxième session de celui-ci. Le Comité des contributions est prêt à aider la Cinquième Commission à adopter un nouveau barème des quotes-parts. Bien que particulièrement difficile compte tenu de l'incidence de la pandémie sur la situation économique et sociale des États Membres, cette tâche est essentielle au bon fonctionnement de l'Organisation.

Projet de résolution A/C.5/76/L.2 : Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies

42. Le projet de résolution [A/C.5/76/L.2](#) est adopté.

Point 146 de l'ordre du jour : Rapport sur les activités du Bureau des services de contrôle interne ([A/76/281 \(Part I\)](#) et [A/76/281 \(Part I\)/Add.1](#))

Point 136 de l'ordre du jour : Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies ([A/76/270](#))

43. **M^{me} Ndiaye** (Secrétaire générale adjointe aux services de contrôle interne), présentant le rapport sur les activités du Bureau des services de contrôle interne (BSCI), à l'exclusion des activités se rapportant aux opérations de paix, pour la période allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 ([A/76/281 \(Part I\)](#) et [A/76/281 \(Part I\)/Add.1](#)), dit que, pendant la période considérée, le BSCI a publié 188 rapports sur des questions ne se rapportant pas aux opérations de maintien de la paix, dont 9 à l'intention de l'Assemblée générale. Ces rapports comportaient 418 recommandations visant à renforcer la gestion des risques, la gouvernance et les opérations, dont 6 étaient considérées comme d'importance critique.

44. Le BSCI aligne ses activités sur les dispositifs de gestion du risque institutionnel du Secrétariat et d'autres entités et se concentre sur les domaines présentant un risque plus élevé pour la gestion stratégique, la gouvernance et les opérations de l'Organisation, grâce à un plan de travail spécialement conçu à cet effet, dans lequel la priorité est accordée à la mise œuvre des réformes, à la culture institutionnelle, aux achats et à la chaîne d'approvisionnement, ainsi qu'aux missions en phase de transition. Le BSCI a également pris des mesures pour qu'il soit donné suite en temps voulu à ses recommandations de sorte que les lacunes en matière de contrôle interne soient comblées dans les meilleurs délais et que les possibilités d'amélioration des performances soient rapidement exploitées. Le nombre de recommandations en souffrance depuis longtemps a ainsi été réduit de moitié par rapport à l'année précédente. Le BSCI a également

revu la méthode utilisée pour classer les recommandations en fonction de leur importance en adoptant les critères définis dans le dispositif de gestion du risque institutionnel du Secrétariat. Bien que toutes les recommandations du Bureau soient censées être appliquées en temps voulu, la nouvelle approche contribuera à ce que les recommandations classées comme critiques ressortent plus clairement et retiennent plus rapidement l'attention des hauts responsables.

45. Après que la pandémie de COVID-19 a éclaté, la Division de l'audit interne a mis à jour son plan de travail axé sur les risques afin que son personnel et ses autres ressources restent affectés aux activités pouvant apporter la plus grande valeur ajoutée. Dans le cadre de sa stratégie d'appui aux réformes de gestion devant aboutir à la décentralisation des pouvoirs, la Division a consacré 25 % de ses 310 recommandations d'audit au renforcement des fonctions centralisées de facilitation des activités utiles au recensement des risques institutionnels, à la gestion des risques, au suivi des résultats et à l'établissement de rapports à ce sujet à l'échelle de l'Organisation (deuxième ligne de maîtrise des risques du dispositif de gestion et de contrôle des risques du Secrétariat).

46. La Division de l'inspection et de l'évaluation a adopté une nouvelle approche de l'évaluation, axée sur les résultats obtenus par les sous-programmes du pilier Développement durable ; quatre commissions régionales sont actuellement évaluées selon cette approche. La Division a également achevé deux nouveaux rapports de synthèse à l'intention des responsables, qui sont fondés sur les enseignements tirés de précédentes missions du BSCI. Elle a en outre collaboré avec le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité pour mettre la dernière main à la nouvelle instruction administrative sur l'évaluation ([ST/AI/2021/3](#)), et dirigera l'élaboration des directives connexes.

47. Malgré un ralentissement au début de la pandémie, le nombre de rapports reçus par la Division des investigations a continué de croître. La Division a reçu 675 rapports et publié 59 rapports d'enquête, 39 avis de clôture et 13 rapports consultatifs sur des questions n'ayant pas trait aux opérations de maintien de la paix. Il est resté difficile de mener les enquêtes dans les délais prévus, principalement en raison de la pandémie, qui a notamment eu une incidence sur la capacité de la Division de conduire des entretiens et de recueillir d'autres types de preuves. Le BSCI chargera bientôt des experts indépendants d'entreprendre une évaluation externe de la qualité des services de la Division afin de s'assurer que les enquêtes sont menées de manière efficace et de recenser les possibilités d'amélioration.

48. Le BSCI a coopéré efficacement avec la direction et le personnel et aucun obstacle n'a indûment limité sa marge de manœuvre ou son indépendance. Le Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit (CCIQA) et les comités d'audit du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies ont continué d'échanger conseils et meilleures pratiques, ce qui a contribué à renforcer les travaux du Bureau. Le BSCI s'est par ailleurs étroitement coordonné avec le Comité des commissaires aux comptes et le Corps commun d'inspection afin d'accroître les effets de synergie et les gains d'efficacité dans l'exécution de leurs mandats respectifs. La Secrétaire générale adjointe aux services de contrôle interne remercie la direction et le personnel du Secrétariat ainsi que les États Membres de leur soutien.

49. **M^{me} St. Laurent** (Présidente du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit), présentant le rapport sur les activités du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit (CCIQA) durant la période du 1^{er} août 2020 au 31 juillet 2021 (A/76/270), dit que le CCIQA a examiné l'évolution des taux d'application des recommandations du BSCI, du Comité des commissaires aux comptes et du Corps commun d'inspection et noté que, bien qu'il s'était amélioré, le taux d'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes restait faible. Entre 2019 et 2020, le taux moyen d'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes s'est amélioré pour les entités ne relevant pas du Secrétariat, passant de 58 % à 66 %, mais, pour les entités relevant du Secrétariat, l'amélioration a été plus lente, le taux étant passé de 25 % à 34 %. En outre, le taux a diminué pour deux entités. Grâce aux efforts déployés par le Comité de gestion pour encourager les hauts responsables à prêter une plus grande attention à l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes, les taux d'application se sont améliorés pour toutes les entités du Secrétariat, à l'exception du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux. Les enseignements tirés de l'analyse qu'a menée le Secrétariat sur les causes profondes des faibles taux d'application devraient contribuer à accélérer l'application des recommandations.

50. L'utilité de la gestion du risque institutionnel dépend d'un certain nombre de facteurs, notamment de la mesure dans laquelle celle-ci est appliquée dans l'ensemble de l'Organisation et de la solidité des

inventaires des risques et des plans d'atténuation des risques. L'avenir de la gestion du risque institutionnel semble prometteur, compte tenu des efforts déployés par le Secrétariat pour donner la priorité à un cadre de gestion du risque institutionnel solide s'inscrivant dans le cadre du dispositif d'application du principe de responsabilité. Le CCIQA continuera de suivre les mesures prises par l'Administration pour étendre l'application du dispositif de gestion du risque institutionnel à l'ensemble de l'Organisation.

51. Le CCIQA a axé son évaluation des travaux du BSCI sur la planification stratégique, la mesure des résultats, la culture institutionnelle, la fonction d'investigation et le rôle du Bureau dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Dans son précédent rapport (A/75/87), le CCIQA avait noté que le BSCI avait décidé que tous les départements « non programmatiques », tels que le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et le Département de l'appui opérationnel, seraient audités par la Division de l'audit interne et ne seraient plus soumis à une évaluation des programmes menée par la Division de l'inspection et de l'évaluation, comme c'était le cas auparavant. Tandis que les audits réalisés jusqu'à présent par la Division de l'audit interne portaient sur des aspects précis du travail de ces départements, les évaluations précédemment menées par la Division de l'inspection et de l'évaluation avaient une portée plus large. Le BSCI devrait donc déterminer s'il est nécessaire d'inclure des évaluations complètes à l'échelle des départements dans ses futurs plans de travail. Il devrait également prendre de nouvelles mesures pour que les recommandations des organes de contrôle soient appliquées en temps voulu, ce qui est essentiel pour prévenir les risques qui pourraient empêcher l'Organisation d'atteindre ses objectifs.

52. La durée moyenne d'une enquête est passée de 10,8 mois à 11,7 mois entre 2020 et 2021, mais la charge de travail de la Division des investigations a aussi augmenté. Le CCIQA constate avec préoccupation que la proportion d'enquêtes prenant plus d'un an pour être menées à bien est passée de 18 % en 2020 à 29 % en 2021. Conformément aux meilleures pratiques et aux principes d'une procédure régulière, les enquêtes doivent être menées sans tarder afin d'éviter que l'impunité et l'incertitude règnent sur le lieu de travail. La Division des investigations devrait redoubler d'efforts pour mener à bien ses enquêtes en temps utile, analyser les causes profondes des dépassements des délais fixés, notamment toute pénurie de moyens, et proposer des solutions pour accélérer les enquêtes. Le CCIQA attend avec impatience les résultats de l'évaluation externe sur cette question.

53. En ce qui concerne l'information financière, le CCIQA félicite l'Organisation d'avoir établi sa première déclaration relative au contrôle interne, mais estime, comme le Groupe consultatif de contrôle interne, que cette déclaration doit être améliorée en permanence et que le processus a besoin de temps pour gagner en maturité. Comme l'a noté le Comité des commissaires aux comptes dans le volume I des rapports qu'il a présentés à la soixante-seizième session de l'Assemblée générale [A/76/5 (Vol. I)], les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service sont passés de 5,39 milliards de dollars au 31 décembre 2019 à 5,89 milliards de dollars au 31 décembre 2020, soit une augmentation de 9,3 %. Pour les opérations de maintien de la paix, ces engagements ont diminué, passant de 1,67 milliard de dollars au 31 décembre 2019 à 1,57 milliard de dollars au 31 décembre 2020, comme indiqué dans le volume II [A/76/5 (Vol. II)]. Le fait que les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service représentent la plus grande part du passif total, soit 75 %, présente un risque élevé. L'Assemblée générale devrait donc envisager d'autres stratégies de financement des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service afin d'atténuer ce risque.

54. **M. Kalugin** (Fédération de Russie) dit que la Fédération de Russie estime qu'il importe au plus haut point de préserver l'indépendance du BSCI afin que celui-ci puisse examiner de manière impartiale et objective les informations que lui confie le personnel au sujet de fautes ou d'abus. En tant qu'entité impartiale, le BSCI est tenu de traiter tous les membres du personnel sur un pied d'égalité, quelle que soit leur situation professionnelle. Il doit examiner avec une attention particulière les informations communiquées concernant de hauts fonctionnaires, car elles donnent une idée du climat déontologique qui prévaut à l'ONU.

55. La délégation russe est préoccupée par l'augmentation de la durée moyenne des enquêtes et, comme le CCIQA, estime que celles-ci doivent être menées efficacement afin d'éviter que l'impunité et l'incertitude règnent sur le lieu de travail, conformément aux meilleures pratiques et aux principes d'une procédure régulière. Le BSCI devrait procéder à un examen interne afin de recenser les causes des dépassements des délais fixés et d'accroître l'efficacité de ses travaux. La Fédération de Russie partage les préoccupations exprimées par le CCIQA en ce qui concerne la capacité du BSCI de s'acquitter de son mandat eu égard à son taux de vacance élevé, et note que, chaque année, les États sont invités à approuver la création de postes au sein du Bureau. Avant de créer des

postes, le BSCI devrait s'efforcer de pourvoir les postes vacants existants ou proposer de supprimer les postes inutiles.

56. La Fédération de Russie se félicite que le Secrétariat a établi sa première déclaration relative au contrôle interne. Le BSCI devrait continuer d'améliorer la présentation des données dans la déclaration et le Secrétariat devrait renforcer ses mécanismes de contrôle interne. Il convient de féliciter le BSCI d'avoir renforcé la responsabilité des fonctionnaires participant aux activités d'achat en formulant des recommandations visant à clarifier la circulaire du Secrétaire général sur les restrictions applicables après la cessation de service (ST/SGB/2006/15). La Fédération de Russie ne doute pas que, une fois que le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité aura procédé aux ajustements nécessaires, le BSCI vérifiera que la circulaire est bien appliquée.

57. **M^{me} Ndiaye** (Secrétaire générale adjointe aux services de contrôle interne) dit qu'il importe de mener les enquêtes en temps voulu pour toutes les parties concernées. La direction du BSCI tiendra des séances informelles avec la direction de la Division de l'audit interne, de la Division de l'inspection et de l'évaluation et de la Division des investigations pour remédier au problème. La Secrétaire générale adjointe note avec appréciation les observations formulées par le représentant de la Fédération de Russie au sujet des recommandations du BSCI concernant la circulaire du Secrétaire général sur les restrictions applicables après la cessation de service (ST/SGB/2006/15).

Point 137 de l'ordre du jour : Budget-programme de 2021

Bureau des Nations Unies pour les partenariats
(A/76/218)

58. **M^{me} Hou** (Directrice exécutive par intérim du Bureau des Nations Unies pour les partenariats), présentant le rapport du Secrétaire général sur le Bureau des Nations Unies pour les partenariats (A/76/218), dit que, par ses échanges avec les principales parties prenantes, le Bureau sert de plateforme mondiale de collaboration aux fins de l'accélération de la réalisation des objectifs de développement durable. Pour mener à bien son mandat, le Bureau tire parti de l'expérience et des réseaux qu'offrent ses équipes et initiatives, notamment les Championnes et champions des objectifs de développement durable, la Plateforme stratégique sur les objectifs de développement durable et l'Équipe pour l'action climatique, ainsi que le Fonds des Nations Unies pour la démocratie (FNUD) et le Fonds des

Nations Unies pour les partenariats internationaux (FNUPI).

59. Le Bureau a aidé le Cabinet du Secrétaire général à organiser le deuxième Coup de projecteur sur les objectifs de développement durable, qui s'est tenu virtuellement le 20 septembre 2021, au début de la semaine de réunions de haut niveau de l'Assemblée générale, conformément à la déclaration politique du forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2019. Y ont été mises en évidence les mesures urgentes à prendre pour garantir l'équité et l'inclusivité de la riposte à la COVID-19 et des mesures de relèvement, ainsi que pour accélérer la transition vers le développement durable. Le Secrétaire général, un certain nombre de Championnes et champions des objectifs de développement durable (groupe de personnalités promouvant la réalisation des objectifs), des hauts fonctionnaires de l'ONU et plus de 30 chefs d'État ont assisté à l'événement, qui comprenait un concert de BTS, groupe coréen de « K-pop ». En collaboration avec le Gouvernement néerlandais, le Bureau des Nations Unies pour les partenariats a conçu et mis à disposition de l'ensemble du Secrétariat le Studio des objectifs de développement durable, qui sert de plateforme interactive pour la diffusion d'informations en ligne. Premier événement enregistré dans le studio, le deuxième Coup de projecteur sur les objectifs de développement durable a été visionné plus de 6 millions de fois. Le Studio des objectifs de développement durable continuera d'être utilisé pour l'enregistrement de programmes originaux et de servir de plateforme essentielle pour la direction de l'ONU.

60. En 2020, le Bureau a également organisé l'Espace action Objectifs de développement durable, un événement virtuel de trois jours visant à examiner les principales questions recensées dans le contexte de la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable, à savoir la pauvreté et l'inégalité, le genre et les changements climatiques. En outre, en collaboration avec le Département de la communication globale, le Bureau a lancé la campagne « Keeping the Promise » (Tenir la promesse), qui vise à accélérer la mobilisation en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable et qui consiste en une plateforme en ligne sur laquelle les personnes du monde entier peuvent prendre des engagements pour atteindre les objectifs. Au total, 130 000 utilisateurs ont publié leurs promesses sur la plateforme.

61. Guidé par les objectifs de développement durable, le Bureau a canalisé son expertise et ses ressources pour assurer un relèvement durable et inclusif après la pandémie ; il est alors devenu évident qu'une collaboration intersectorielle et un leadership

stratégique étaient nécessaires. Par exemple, le Bureau a soutenu le lancement de l'initiative de la Vice-Secrétaire générale « Les femmes mobilisées au nom du monde entier », qui vise à promouvoir la contribution qu'apportent les femmes à la réalisation d'un relèvement inclusif, résilient et durable. En outre, en collaboration avec les Instituts de recherche en santé du Canada, il a publié le document intitulé « Schéma directeur des Nations Unies en matière de recherche pour le redressement post-pandémique : Mettre à profit le pouvoir de la science pour un avenir plus équitable, résilient et durable », qui met évidence l'importance des solutions scientifiques à la pandémie.

62. Au cours de son quatorzième cycle de financement, le FNUD, qui soutient des projets visant à donner des moyens d'action à la société civile et à promouvoir la démocratie, a reçu environ 7,5 millions de dollars pour la mise en œuvre de 33 projets. Le FNUD a également travaillé en étroite collaboration avec ses partenaires de la société civile afin d'adapter les projets qui s'attaquent aux atteintes à l'espace civique et à la démocratie dans le contexte de la pandémie. En réponse à son appel à propositions de projets lancé dans le cadre de son quinzième cycle de financement le 1^{er} novembre 2020, le FNUD a reçu 1 621 propositions, dont la grande majorité ont été soumises par des organisations locales ou régionales de la société civile d'Afrique, d'Asie, des Amériques, de la région arabe et d'Europe de l'Est. Au cours de ses 14 premiers cycles de financement, il a financé plus de 830 projets menés dans plus de 130 pays, pour un total de quelque 185 millions de dollars. Les projets visaient notamment à soutenir les efforts déployés par la société civile pour renforcer l'application du principe de responsabilité et la transparence, renforcer les capacités aux fins de l'amélioration de l'éducation aux médias, garantir la bonne gouvernance et promouvoir l'état de droit.

63. Servant de fonds d'affectation spéciale, le Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux (FNUPI) reçoit des contributions extrabudgétaires de donateurs pour des projets, des campagnes, des activités fiduciaires relatives à l'octroi de subventions et des activités de gestion de subventions. Il est le principal interlocuteur de la Fondation pour les Nations Unies à l'ONU, dont les relations sont régies par un accord connexe établi en 1998 et renouvelé par la suite en 2007 et 2014. Les principaux mécanismes conjoints de gouvernance des parties sont le Conseil consultatif du FNUPI, présidé par la Vice-Secrétaire générale, et le Comité mixte de coordination.

64. En 2020, le Fonds s'est attaché à promouvoir la réalisation des objectifs de développement durable et un

relèvement inclusif et robuste après la pandémie de COVID-19. À la fin de l'année, la Fondation pour les Nations Unies avait affecté 9,76 millions de dollars par l'intermédiaire du FNUPI à des projets des Nations Unies, dont 4,98 millions de dollars pour faire face aux crises sanitaires mondiales. Comme les années précédentes, la Fondation a continué de soutenir les travaux axés sur les femmes et les filles, le développement des capacités, les accords fiduciaires et les alliances multipartites. Ces deux dernières décennies, le FNUPI a collaboré avec la Fondation dans le cadre de 676 projets novateurs et intersectoriels mis en œuvre par le système des Nations Unies dans le monde entier. Le Bureau a continué de faciliter un dialogue inclusif et porteur de changements entre les parties prenantes, y compris les groupes divers et marginalisés. À l'avenir, il continuera de renforcer sa capacité à obtenir des résultats et à développer ses partenariats, conformément aux objectifs de développement durable.

La séance est levée à 16 h 55.